

---

# FICHES THÉMATIQUES

---

**Le commerce de gros**

## 2.1 Centrales d'achats et intermédiaires du commerce

Plus de 32 200 entreprises (soit environ 24 % des entreprises du commerce de gros) exercent une activité d'intermédiaires du commerce en 2007. Elles génèrent un chiffre d'affaires de 110 milliards d'euros et emploient plus de 103 000 personnes, soit respectivement 17 % et 9 % de l'ensemble du commerce de gros.

Le secteur des **intermédiaires du commerce** recouvre de fortes disparités. Les **centrales d'achats** sont peu nombreuses (seulement 3 % des intermédiaires du commerce) mais réalisent près de 80 % du chiffre d'affaires du secteur des intermédiaires du commerce. Ce sont souvent des sociétés de capitaux dont le chiffre d'affaires hors taxes moyen excède 90 millions d'euros, ce qui est sans commune mesure avec les autres entreprises du secteur, qui en moyenne ne dépassent pas le million d'euros de chiffre d'affaires. Les centrales d'achats appartiennent très fréquemment aux groupes de la grande distribution, et jouent un rôle majeur dans les politiques d'achat des réseaux. Leur chiffre d'affaires est issu pour environ 7 % de facturations de services et

pour 93 % de reventes de marchandises sur laquelle la centrale prélève un faible taux de marge commerciale (de 1 à 5 % de la valeur facturée).

Entre 2003 et 2008, le volume des ventes de marchandises de l'ensemble du secteur des centrales d'achats croît en moyenne de 4,4 % par an, soit plus rapidement que l'ensemble du commerce de gros (3,4 % par an).

Les intermédiaires du commerce – hors centrales d'achats – aussi appelés « agents commerciaux », correspondent souvent à de petites entreprises. Ces intermédiaires emploient en moyenne 2 personnes contre 8 pour les autres entreprises du commerce de gros. Leur chiffre d'affaires se compose de commissions et de ventes de marchandises qui sont essentiellement des ventes pour compte de tiers sur lesquelles ils prennent en moyenne une marge de 7 à 10 %.

Les détaillants sont très largement les principaux clients des intermédiaires du commerce : ils achètent 63 % des ventes ; suivent les grossistes (21 %), les utilisateurs professionnels (14 %) et les particuliers (2 %). ■

### Définitions

**Intermédiaires du commerce** (51.1A à 51.1U) : composante du commerce de gros. Selon la définition donnée par la nomenclature d'activités française (Naf), ce groupe comprend les activités des intermédiaires du commerce de gros qui mettent en rapport acheteurs et vendeurs ou qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises : commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, centrales d'achats, etc.

**Centrales d'achats** (51.1P et 51.1U) : intermédiaires du commerce qui répondent à deux finalités : l'approvisionnement d'entreprises commerciales de la grande distribution et de petits commerçants affiliés, et l'approvisionnement d'activités non commerciales dans certaines configurations de groupes (filiale commerciale d'un groupe industriel par exemple).

Les services rendus aux adhérents par la centrale d'achats sont multiples : sélection et référencement des produits, négociation du prix d'achat aux producteurs, entreposage et livraison des produits, prise en charge du paiement – assorti souvent d'une garantie – des factures de leurs fournisseurs, etc. Les centrales d'achats se rétribuent pour partie par la facturation de services qui inclut les cotisations des adhérents, pour une autre partie par la perception d'une marge commerciale correspondant à un faible taux de marge. Lorsque la centrale d'achats est intégrée, on ne peut effectuer de valorisation comptable de cette fonction exercée en interne dans l'entreprise de distribution.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », Insee, *Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

# Centrales d'achats et intermédiaires du commerce 2.1

## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Centrales d'achats</b>	<b>970</b>	<b>32</b>	<b>87 406</b>	<b>91,5</b>	<b>44,3</b>	<b>3,8</b>	<b>0,9</b>
Alimentaires	197	84	43 121	89,4	44,7	3,8	0,7
Non alimentaires	773	19	44 285	93,6	44,2	3,8	1,0

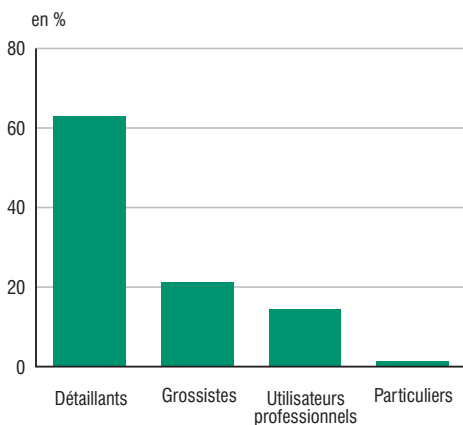
	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Chiffre d'affaires HT <sup>1</sup> (M€)	Entreprises qui investissent (%)	Valeur ajoutée (M€)
<b>Autres intermédiaires du commerce</b>	<b>31 275</b>	<b>2</b>	<b>22 720</b>	<b>25,2</b>	<b>4 661</b>
<b>Total des intermédiaires du commerce</b>	<b>32 245</b>		<b>110 126</b>		

1. Le chiffre d'affaires des intermédiaires du commerce est essentiellement constitué de commissions ou de ventes de services.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2. Clients des intermédiaires du commerce



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 4. Emploi total

	Personnes occupées	Proportion de salariés (%)
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>103 054</b>	<b>68,9</b>
Centrales d'achats	30 855	89,9
Autres intermédiaires	72 199	59,9

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

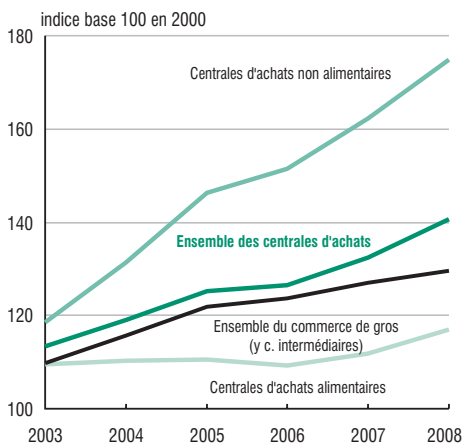
## 5. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Temps partiel (%)
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>43,5</b>	<b>15,6</b>

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, déclarations annuelles de données sociales 2007.

## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 6. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ARCELORMITTAL-STAINLESS EUROPE
CARFUEL
DISTRIDYN
EURAUCHAN
FNAC SA
PÉTROVEX
SCA PÉTROLE ET DÉRIVÉS
SINERGY
SOC D'IMPORTATION LECLERC
SYSTEME U CEN REG OUEST DIM SYST U OUE

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.2 Produits agricoles bruts

Le secteur du **commerce de gros de produits agricoles bruts** compte un peu moins de 6 000 entreprises en 2007, soit 4,4 % des entreprises du commerce de gros. Elles emploient environ 54 000 personnes dont 88 % de salariés. Ainsi, en moyenne le nombre de personnes occupées par entreprise est de 9 personnes. Les entreprises du secteur sont majoritairement des petites unités : seules 7,5 % d'entre elles emploient 20 salariés ou plus.

En 2007, l'ensemble des entreprises du commerce de gros de produits agricoles bruts réalisent un chiffre d'affaires de 46,4 milliards d'euros, soit 7,3 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. L'essentiel du chiffre d'affaires est produit par les grossistes en céréales et aliments pour le bétail (65 %) et par les grossistes d'animaux vivants (31 %). Les commerces de gros de fleurs et plantes, de cuirs et peaux, et de tabac non manufacturé contribuent pour seulement 4 %.

L'activité du secteur est tributaire de la **politique agricole commune** (Pac) de l'Union européenne, des crises sanitaires et des conditions climatiques parfois difficiles. En 2008, les ventes de marchandises du secteur augmentent de 12 % en volume alors qu'elles ne progressent que de 2 % pour l'ensemble du commerce de gros (y compris intermédiaires). Les grossistes en produits agricoles bruts

bénéficient en effet en 2008 de très bonnes récoltes céréalières et d'une demande soutenue que l'envolée des prix a peu freinée. Cette année de forte progression fait suite à deux années plus difficiles marquées par des conditions climatiques défavorables (- 11 % en 2007 et - 10 % en 2006). Depuis 2003, les ventes du commerce de gros de produits agricoles ont connu des années de repli et de hausse sans dégager de tendance.

En 2007, 67 % des ventes du secteur sont destinées aux utilisateurs professionnels et 21 % à d'autres grossistes. Les utilisateurs professionnels sont majoritairement des producteurs : en particulier, des industriels du secteur agroalimentaire qui achètent des animaux vivants pour l'abattage et des céréales pour l'alimentation générale ou la fabrication d'aliments pour bétails, ou encore des agriculteurs qui se fournissent principalement en semences pour leurs cultures et en aliments pour bétails pour leurs élevages.

18,6 % des ventes du secteur sont exportées. La part des exportations dans les ventes atteint 21,4 % pour le commerce de gros de céréales et aliments pour le bétail. Si le secteur exporte, en revanche, il se fournit essentiellement en France : seuls 3,4 % de ses achats de marchandises sont importés ; la part des importations atteint 30 % pour les fleurs et plantes. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits agricoles bruts** : ce secteur comporte 5 activités :

- céréales et aliments pour le bétail (51.2A) : vente en gros de céréales, de semences et plants, d'oléagineux, d'aliments pour le bétail et de matières premières agricoles diverses ;
- fleurs et plantes (51.2C) : commerce de graines, bulbes, oignons à fleur, plants de pépinières ou greffons ;
- animaux vivants (51.2E) : négoce d'animaux sur pied destinés notamment à l'abattage, l'engraissement et l'élevage ;
- cuirs et peaux (51.2G) ;
- tabac non manufacturé (51.2J).

**Politique agricole commune (Pac)** : sur le long terme, les réformes successives de la politique agricole commune (Pac) de 1992 à 2003 ont conduit à rapprocher le prix des céréales et des oléagineux des prix mondiaux. En contrepartie de la perte de revenu ainsi engendrée, les agriculteurs reçoivent des subventions spécifiques : la Pac de 1992 avait mis en place l'aide compensatrice et l'aide au gel des terres ; à partir de 2006, une aide au revenu indépendante de la production, appelée paiement unique, se substitue très largement aux aides à la surface. Les restitutions à l'exportation octroyées aux entreprises du commerce de gros, destinées à compenser l'écart entre leur prix d'achat et le prix de revente aux « pays tiers » (hors Union européenne), deviennent plus faibles.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », Insee, *Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

# Produits agricoles bruts 2.2

## 1. Chiffres clés

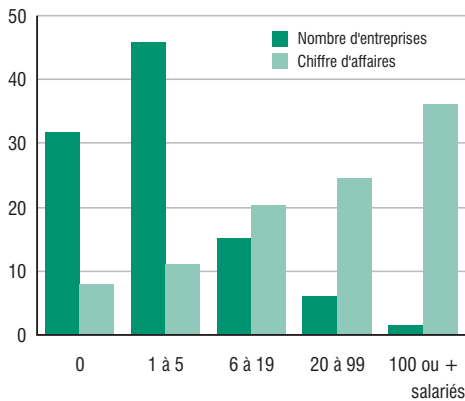
	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprise qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Produits agricoles bruts</b>	<b>5 903</b>	<b>9</b>	<b>11,7</b>	<b>46 382</b>	<b>95,5</b>	<b>53,5</b>	<b>3,4</b>	<b>18,6</b>
<i>dont :</i>								
<i>céréales et aliments pour le bétail</i>	2 336	15	12,2	30 161	96,2	57,3	2,8	21,4
<i>fleurs et plantes</i>	959	6	29,0	1 492	96,6	45,6	29,9	4,1
<i>animaux vivants</i>	2 435	5	8,4	14 258	93,8	54,0	2,1	13,2

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2. Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié

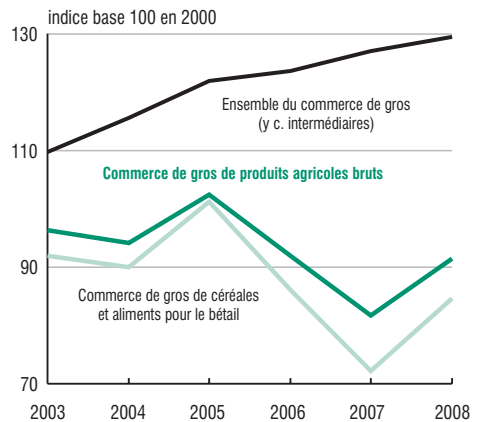
en %



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008

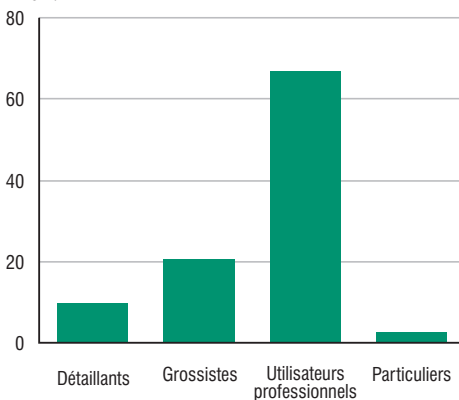


Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 4. Clients du commerce de gros de produits agricoles bruts

en %

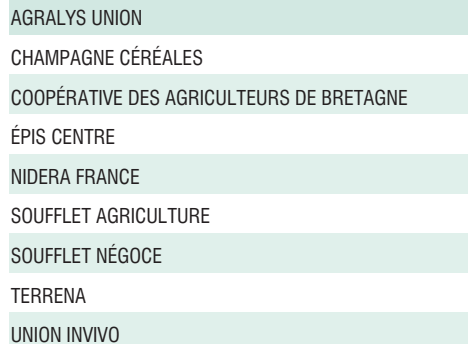


Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 5. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.3 Produits alimentaires

En 2007, le **commerce de gros de produits alimentaires** compte 16 000 entreprises, soit 12 % de l'ensemble des grossistes. Avec plus de 112 milliards d'euros, elles réalisent 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros et emploient 182 000 personnes, soit 17 % de l'emploi total du commerce de gros. Les entreprises sont de petite taille : 10 % d'entre elles ont 20 salariés ou plus, mais celles-ci réalisent 70 % du chiffre d'affaires.

Le secteur comprend le commerce de gros de **produits frais** (38 % des entreprises) et le commerce de gros de **produits alimentaires hors produits frais** (62 % des entreprises). En termes de chiffre d'affaires, le commerce de gros de produits frais représente 45 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, et celui des autres produits alimentaires 55 %. Le taux de marge commerciale des produits alimentaires hors frais atteint 26 % contre 19 % pour les produits frais.

En 2008, le volume des ventes dans le commerce de gros de produits alimentaires est en légère baisse (-1,5 %). Cette baisse est

imputable à celle des produits alimentaires hors frais (-2,8 %), alors que les grossistes en produits frais réalisent des ventes comparables à celle de l'année 2007. Parmi les produits alimentaires hors frais, les produits surgelés baissent très légèrement pour la troisième année consécutive, alors que les boissons baissent plus fortement en 2008 (-3,4 %) après plusieurs années d'une hausse ininterrompue.

L'analyse des différents clients du secteur montre une part importante des ventes vers d'autres grossistes (39 %), notamment les centrales d'achats. Les détaillants comptent pour 34 % des ventes et les utilisateurs professionnels (agriculteurs, artisans, industriels de l'agroalimentaire) pour 25 %.

Les exportations du secteur représentent 14 % des ventes de marchandises, avec une part légèrement plus élevée pour les produits alimentaires hors frais. Les importations représentent 12 % des achats de marchandises, avec une proportion très proche entre les deux secteurs. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits alimentaires** : il regroupe les entreprises spécialisées dont l'activité principale est soit le commerce de gros de produits frais, soit le commerce de gros de produits alimentaires hors produits frais.

**Produits frais** : fruits et légumes (51.3A), viandes de boucherie (51.3C), produits à base de viande (51.3D), volailles et gibiers (51.3E), produits laitiers, œufs, huiles (51.3G), poissons, crustacés et mollusques (51.3S).

**Produits alimentaires hors produits frais** : boissons (51.3J), tabac (51.3L), sucre, chocolat et confiserie (51.3N), café, thé, cacao et épices (51.3Q), produits alimentaires spécialisés divers (produits de boulangerie, biscuits, biscottes, produits diététiques, etc. 51.3T), produits surgelés (51.3V), produits alimentaires non spécialisés (51.3W).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », Insee, *Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

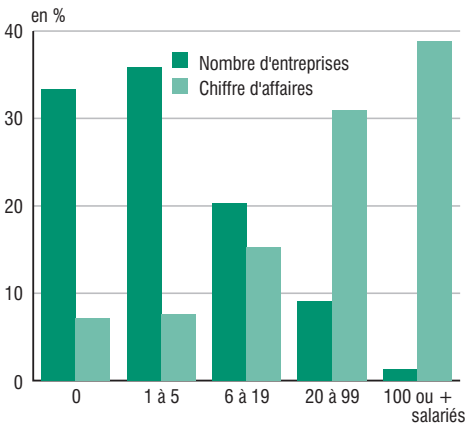
## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/achats de marchandises (%)	Exportations/ventes de marchandises (%)
<b>Produits alimentaires</b>	<b>15 944</b>	<b>11</b>	<b>23,0</b>	<b>112 499</b>	<b>93,6</b>	<b>48,5</b>	<b>12,4</b>	<b>13,8</b>
Commerce de gros de :								
produits alimentaires frais	6 062	13	19,0	50 606	92,2	56,2	12,3	12,9
autres produits alimentaires	9 882	10	26,2	61 894	94,7	43,7	12,5	14,5

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

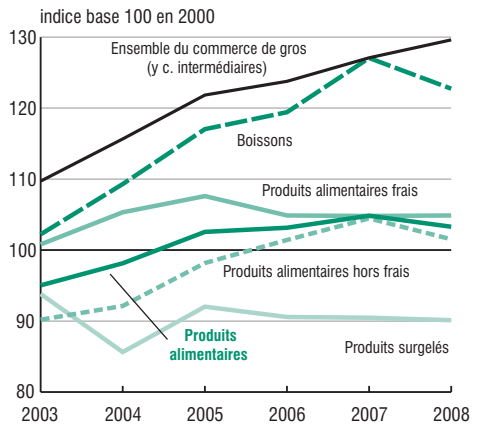
## 2. Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

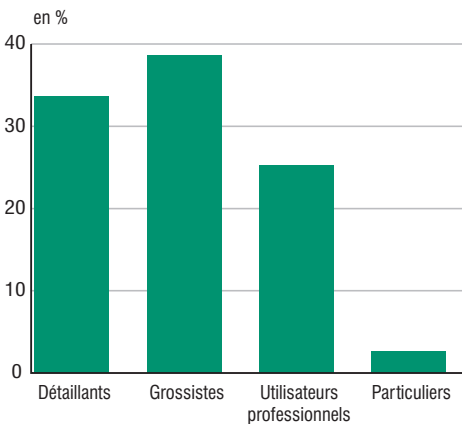
## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 4. Clients du commerce de gros de produits alimentaires



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 5. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ALTADIS DISTRIBUTION FRANCE

DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC

GROUPE LACTALIS

LACTALIS FROMAGES

METRO CASH CARRY FRANCE

POMONA

SOC DIFFUSION INTERNAT AGROALIMENTAIRE

SPAL BOISSONS

SUCRES ET DENRÉES

UNILEVER FRANCE

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.4 Marchés de gros et marchés d'intérêt national

Les **marchés de gros** de France, qu'ils soient classés **marchés d'intérêt national** (MIN) ou non, sont des plateformes agroalimentaires importantes au service du commerce de gros. Ils regroupent en un seul lieu tous les acteurs de la distribution alimentaire de produits frais au stade de gros. La mission des marchés de gros est de répondre aux besoins de tous les circuits de commercialisation (en particulier du commerce indépendant de proximité), d'assurer la pluralité des circuits de distribution alimentaires des produits frais, de participer au maintien des secteurs traditionnels (ceintures vertes des zones urbaines, entreprises familiales, commerce de proximité, etc.), de rapprocher la production de la distribution, de participer à la promotion des produits locaux et de contribuer au développement régional.

Depuis la nouvelle réglementation des MIN finalisée en juillet 2007, les régions décident du classement d'un marché en MIN ; les communautés urbaines, communes ou départements, délèguent la gestion du service public aux gestionnaires dont ils approuvent les statuts, contrôlent la gestion et valident les plans du marché. Les MIN sont délimités par une enceinte close et dotés, pour 15 d'entre eux, d'un **périmètre de référence**. Une nouvelle réforme législative et réglementaire est en préparation pour mettre en conformité la réglementation des MIN avec la directive européenne relative aux services dans le marché intérieur.

Le réseau des MIN est constitué de 16 sites, soit du Nord vers le Sud : Lille, Rouen, Rungis, Strasbourg, Angers, Nantes, Bordeaux, Grenoble, Agen, Toulouse, Montpellier, Avignon, Châteaurenard, Cavaillon, Marseille et Nice. Trois marchés de gros non classés MIN (Lyon, Rennes et Tours) viennent compléter le réseau des marchés de gros. Le marché de Rungis, qui réalise la moitié des transactions de l'ensemble, bénéficie d'un rayonnement international.

En 2008, les MIN commercialisent plus de 4,5 millions de tonnes de produits et réalisent un chiffre d'affaires de presque 13 milliards d'euros, auprès de 57 000 clients réguliers.

L'activité des marchés de gros, qui représente 26 000 emplois permanents, reste stable en 2008 malgré une légère baisse des ventes en volume toutefois compensée par une hausse des prix. Ce résultat peut être considéré comme relativement satisfaisant compte tenu du ralentissement des dépenses alimentaires des ménages.

Les marchés de gros offrent des débouchés réguliers aux producteurs indépendants. Le nombre des producteurs diminue d'année en année ; l'augmentation apparente en 2008 est due à la prise en compte de Châteaurenard redevenu MIN et des 3 autres marchés de gros. Ils constituent un réseau national de plateformes logistiques réparties dans les principales zones de consommation. ■

### Définitions

**Marchés de gros** : ils visent à réunir en des mêmes lieux des vendeurs, qu'ils soient grossistes, producteurs ou importateurs de produits agricoles et alimentaires frais, et des acheteurs, qui sont des détaillants, des commerçants vendant sur les marchés, des restaurants traditionnels et collectifs, mais aussi des centrales d'achat de la grande distribution trouvant sur les marchés des produits spécifiques et/ou un approvisionnement de dépannage.

**Marchés d'intérêt national (MIN)** : ils sont assujettis à une réglementation spécifique définie par le Code de commerce dont la principale caractéristique est qu'ils bénéficient d'un périmètre de référence.

**Périmètre de référence** : zone géographique, qui peut s'étendre sur quelques communes autour du marché, dans laquelle l'implantation et l'exercice de l'activité de gros de certains produits, dits « de référence », sont contrôlées. Les produits de référence, variables d'un MIN à l'autre et fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce et de l'agriculture sont, pour l'essentiel, les fruits et légumes, les produits de la mer et d'eau douce, parfois les produits horticoles, les produits laitiers et avicoles ou les produits carnés. Son but principal est de promouvoir la concentration des opérateurs en un même lieu afin de promouvoir la concurrence entre les opérateurs et de développer un marché physique des produits agricoles et alimentaires périssables autour des grands centres de consommation, au bénéfice du commerce de proximité.

### Pour en savoir plus

- Articles L761-1 à L761-11, R761-1 à R761-26 et A761-1 à A761-16 du Code du commerce sur les marchés d'intérêt national.



# Marchés de gros et marchés d'intérêt national 2.4

## 1. Activité des marchés d'intérêt national de 2000 à 2007 et des marchés de gros en 2008

Principales données par secteur d'activité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Fruits et légumes<sup>1</sup></b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	64	66	71	72	66	67	66	65	69
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	3 649	3 575	3 646	3 590	3 561	3 530	3 375	3 327	3 338
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	4 900	5 100	5 500	5 800	5 500	5 600	5 240	5 258	5 491
<b>Viandes et produits carnés</b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	10	10	11	11	10	10	10	10	11
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	401	387	406	394	385	382	374	365	371
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 600	1 700	1 500	1 600	1 700	1 750	1 791	1 875	1 892
<b>Produits de la mer</b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	15	15	18	18	19	19	21	20	20
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	193	181	175	176	182	192	185	184	189
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	900	1 000	1 000	975	950	960	1 045	1 044	1 017
<b>Autres produits alimentaires : épicerie sèche, produits traiteurs</b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	20	20	20	21	20	20	21	21	21
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	299	234	236	302	288	288	282	316	320
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 200	1 300	1 400	1 375	1 700	1 705	1 781	1 852	1 874
<b>Fleurs, plantes et accessoires</b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	14	15	20	20	18	18	18	18	20
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	400	400	500	450	475	475	480	434	477
<b>Libre-service de gros<sup>2</sup></b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	3	4	5	5	5	5	5	7	7
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	100	200	200	260	175	155	156	144	140
<b>Autres activités des MIN<sup>3</sup></b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	29	30	25	25	27	27	30	31	31
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	259	264	261	71	276	225	231	241	274
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 300	1 400	1 600	1 750	1 375	1 452	1 459	1 615	1 929
<b>Ensemble<sup>1</sup></b>									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	155	159	170	171	165	166	170	174	179
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	4 800	4 642	4 724	4 533	4 692	4 617	4 446	4 363	4 522
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	10 400	11 100	11 700	12 210	11 875	12 097	11 952	12 223	12 820

1. Les données 2008 incluent celles du MIN de Chateaufort, qui a réintégré la FFMN au 1/01/2009, et celles des 3 marchés de gros non classés MIN.

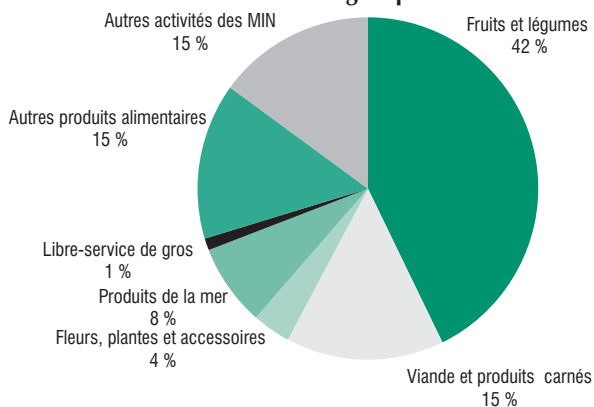
2. Grandes surfaces pratiquant essentiellement le commerce de gros.

3. Transport, entreposage, restauration, services bancaires, etc.

Champ : France métropolitaine.

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

## 2. Répartition du chiffre d'affaires des marchés de gros par secteur d'activité en 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

## 2.5 Biens de consommation non alimentaires

Le secteur du **commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** compte 27 900 entreprises en 2007, soit 21 % des entreprises du commerce de gros. Ce sont majoritairement des entreprises de petite taille : les trois quarts d'entre elles ont 5 salariés ou moins. Ce secteur est cependant très concentré. Les entreprises de 100 salariés ou plus représentent moins de 1 % des entreprises et réalisent 55 % du chiffre d'affaires.

Ce secteur emploie environ 216 000 personnes, dont 89 % de salariés. Le chiffre d'affaires s'élève à 116,5 milliards d'euros, soit environ 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Plus du tiers du chiffre d'affaires du secteur est réalisé par les grossistes de **produits pharmaceutiques**.

Avec 1,9 % en 2008, la croissance des ventes du commerce de gros en biens de consommation non alimentaires – mesurée en volume, déduction faite de l'évolution des prix – fléchit par rapport aux années antérieures : + 4,2 % en 2007 et + 5,2 % en 2006. Cette croissance des ventes en 2008 est similaire à celle de l'ensemble du commerce de gros à + 2,0 %. Le commerce de gros de produits pharmaceutiques bénéficie d'une

croissance des ventes plus soutenue : + 2,8 % en 2008. Ce différentiel de croissance continue de creuser l'écart entre le commerce de gros de produits pharmaceutiques et les grossistes d'autres produits non alimentaires dont les ventes ne progressent que de 1,4 % en 2008.

Le taux de marge commerciale du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires est de 26,4 %. Il est particulièrement élevé chez les grossistes en parfumerie et produits de beauté (51,4 %). Avec 19,0 %, le taux de marge commerciale des grossistes en électroménager et radiotélévision est le plus faible. Le taux de marge des grossistes en produits pharmaceutiques est également faible (19,2 %) ; le système des marges dégressives lissées en vigueur depuis 1990 régule en effet les marges sur les médicaments remboursables.

Ce sont majoritairement les détaillants qui assurent la vente finale des biens de consommation non alimentaires : leur part dans la clientèle de ces grossistes est de 53 %. Les grossistes sont destinataires de 26 % des ventes des commerces de gros de biens de consommation non alimentaires. ■

### Définitions

**Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** : il se compose des commerces de gros des :

- **produits pharmaceutiques** (51.4N) qui comprennent aussi la distribution de médicaments aux officines et le commerce de gros de matériel médico-chirurgical ou orthopédique et de fournitures dentaires ;
- **autres biens de consommation non alimentaires** qui regroupent le commerce de gros de textiles (51.4A), le commerce de gros d'habillement (51.4C), le commerce de gros de la chaussure (51.4D), le commerce de gros d'électroménager et de radiotélévision (51.4F), le commerce de gros de vaisselle et de verrerie de ménage (51.4H), le commerce de gros de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat (51.4J), le commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté (51.4L), le commerce de gros de papeterie (51.4Q), le commerce de gros de jouets (51.4R), et les autres commerces de gros de biens de consommation comprenant notamment le commerce de meubles, de tapis, bijoux, articles de sport, etc.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », *Insee, Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats* n° 31 Économie, septembre 2007.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

# Biens de consommation non alimentaires 2.5

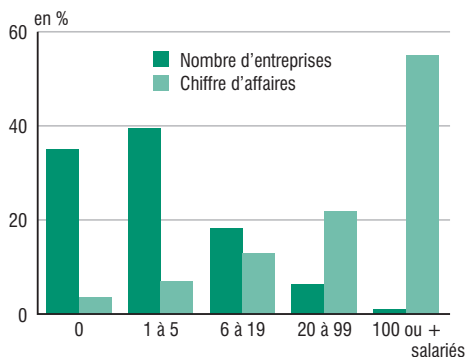
## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Biens de consommation non alimentaires</b>	<b>27 901</b>	<b>8</b>	<b>26,4</b>	<b>116 487</b>	<b>96,6</b>	<b>43,2</b>	<b>30,4</b>	<b>13,7</b>
Commerce de gros de :								
textile	1 756	5	29,0	2 662	97,4	41,2	46,4	17,6
habillement	5 670	6	30,6	10 848	97,3	44,6	40,5	18,2
chaussure	276	13	41,3	1 925	97,3	48,9	80,2	11,7
électroménager et radiotélévision	1 631	11	19,0	17 717	94,4	46,9	45,7	13,4
vaisselle et verrerie de ménage	313	9	42,4	666	96,9	35,1	51,8	12,9
produit pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	1 053	10	41,5	2 987	98,1	59,1	28,2	2,5
parfumerie et produits de beauté	1 561	9	51,4	6 719	95,4	44,4	15,6	20,2
produits pharmaceutiques	2 581	19	19,2	42 627	97,4	41,0	18,0	9,5
papeterie	1 072	13	33,3	3 975	94,5	33,0	20,7	4,8
jouet	607	7	37,0	2 478	98,6	52,7	42,7	11,9
autres biens de consommation	11 381	5	29,7	23 882	96,5	41,7	36,4	20,5

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

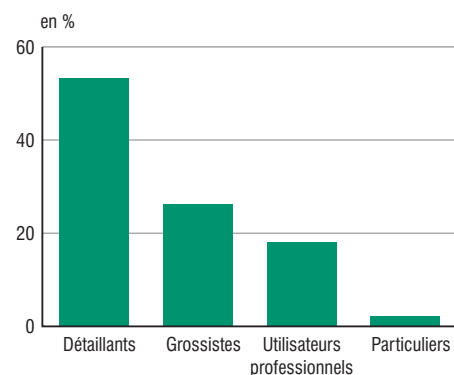
## 2. Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires réalisé selon l'effectif salarié



Champ : France métropolitaine

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

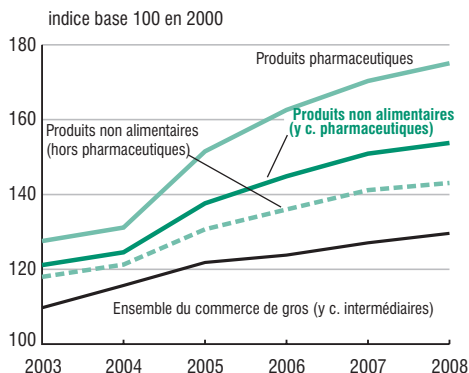
## 4. Clients du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 5. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

- ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION
- CIE EXPLOIT REPART PHARMACEUTIQU ROUEN
- CONFRAT EXPLOIT ET REPART PHARMACEUTIQU
- DISTRIBUTION SERVICES IKÉA FRANCE S
- LOUIS VUITTON MALLETIER
- OCP RÉPARTITION
- PROCTER GAMBLE FRANCE
- SAMSUNG ELECTRONICS FRANCE
- SANOFI PHARMA BRISTOL-MYERS SQUIBB
- SONY FRANCE SA

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.6 Produits intermédiaires non agricoles

En 2007, le **commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** compte près de 15 500 entreprises et emploie 230 500 personnes dont 94 % sont des salariés. Le chiffre d'affaires du secteur est de 123 milliards d'euros, soit 19 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Les entreprises de ce secteur emploient 21 % des personnes travaillant dans le commerce de gros. Chaque entreprise occupe en moyenne 15 personnes contre 8 pour l'ensemble du commerce de gros. Le nombre de personnes occupées par entreprise est variable selon le secteur : il est de 4 pour les grossistes en déchets et débris et de 23 pour le commerce de gros de minerais et métaux.

En 2008, les ventes en volume de produits intermédiaires non agricoles chutent de 1,8 %. Cette évolution cache des diversités sectorielles importantes. Les quatre plus gros secteurs en termes de chiffre d'affaires voient leurs ventes diminuer en 2008 par rapport à 2007. Les ventes des grossistes en combustibles et carburants baissent de 0,8 % en 2008 après une augmentation de 1,3 % en 2007. Le recul des activités des commerces de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires combiné à la chute des ventes des

grossistes de minerais et métaux contribuent fortement à l'essoufflement du volume des ventes du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles. Les ventes des grossistes en produits chimiques, qui dépendent principalement de la demande intérieure, enregistrent la plus forte baisse.

D'autres secteurs sont en croissance ; les grossistes en fournitures pour plomberie et chauffage et les grossistes en déchets et débris voient ainsi leurs ventes en volume progresser : respectivement + 4,9 % et + 32,7 %.

Le taux de marge des grossistes de produits intermédiaires non agricoles est de 20,4 %. Il est le plus élevé pour le commerce de gros de quincaillerie (34,7 %). À l'inverse, il est très faible pour le commerce de gros de déchets et débris (12,0 %) et de combustibles et carburants (8,8 %).

Les ventes du commerce de gros de produits non agricoles sont principalement à destination des utilisateurs professionnels (plus de 60 %). Les détaillants et les grossistes sont leurs principaux autres clients ; ils représentent près de 27 % des destinataires. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** : selon la nomenclature d'activités française appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles comprend trois sous-secteurs :

– le commerce de gros de combustibles (51.5A) ;

– le commerce de gros de produits pour l'installation de l'habitat qui comprend le commerce de gros de bois et produits dérivés (51.5E), le commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires (51.5F), le commerce de gros de quincaillerie (51.5H), et le commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage (51.5J) ;

– le commerce de gros d'autres produits intermédiaires qui comprend le commerce de gros de minerais et métaux (51.5C), le commerce de gros de produits chimiques (51.5L), le commerce de gros d'autres produits intermédiaires (51.5N) et le commerce de gros de déchets et débris (51.5Q).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », *Insee, Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats*, Économie n° 31, septembre 2007.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

# Produits intermédiaires non agricoles 2.6

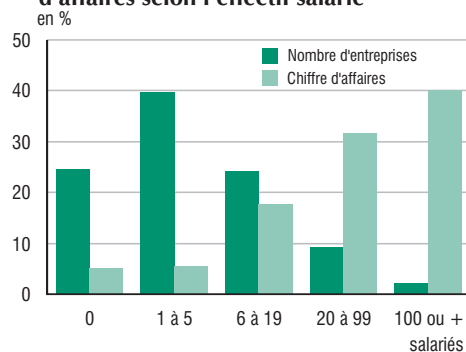
## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Produits intermédiaires non agricoles</b>	<b>15 472</b>	<b>15</b>	<b>20,4</b>	<b>122 598</b>	<b>96,3</b>	<b>56,1</b>	<b>19,6</b>	<b>13,7</b>
Commerce de gros de :								
combustibles	730	18	8,8	33 042	98,4	54,9	10,6	18,6
bois et produits dérivés	1 602	10	25,6	5 620	95,6	51,7	23,7	8,0
matériaux de construction et appareils sanitaires	6 120	16	29,6	28 803	96,4	61,5	12,3	3,4
quincaillerie	1 142	22	34,7	6 187	98,3	57,3	24,4	3,4
fournitures pour plomberie et chauffage	1 120	18	29,6	5 865	98,3	60,5	21,7	3,4
minerais et métaux	964	23	17,9	17 128	94,6	53,7	34,1	26,7
produits chimiques	2 070	12	20,4	16 207	92,2	54,2	30,5	15,3
autres produits intermédiaires	1 453	9	21,2	8 190	96,9	42,5	29,9	14,6
déchets et débris	271	4	12,0	1 557	97,9	34,7	3,2	38,3

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

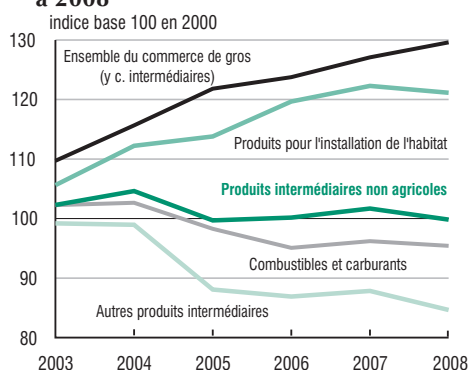
## 2. Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

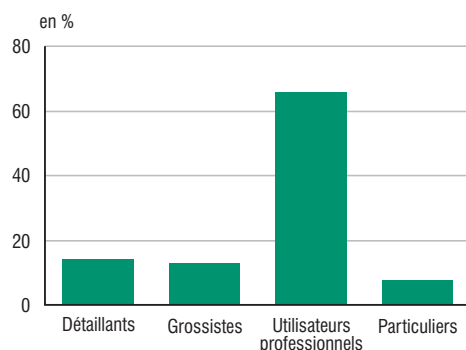
## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 4. Clients du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 5. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

AS 24
BOLLORÉ ÉNERGIE
DYNEFF SA
EGEDIS
ERAMET
SHV GAS SUPPLY RISK MANAGEMENT
TOTAL ÉNERGIE GAZ
TOTAL OUTRE-MER
TOTALGAZ SNC
URBAINE DES PÉTROLES

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.7 Biens d'équipement professionnel

**L**e commerce de gros d'équipement professionnel compte près de 27 000 entreprises en 2007. Il réalise 121 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploie près de 286 000 personnes. Ces entreprises représentent 20 % des entreprises du commerce de gros (y compris intermédiaires du commerce) et réalisent 19 % du chiffre d'affaires du secteur.

Le volume des ventes de biens d'équipement professionnel progresse en moyenne de 5,5 % par an entre 2003 et 2008, avec un rythme plus soutenu pour les entreprises du commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de progiciels (+ 15 %). En 2008, les ventes ralentissent fortement mais restent orientées à la hausse (+ 1,7 % en volume). Cette faible progression doit son salut au secteur des machines de bureau et matériels informatiques qui parvient à maintenir son rythme de croissance en volume de 2007, mais à la faveur d'une baisse de prix record. Le ralentissement économique a probablement conduit tous les opérateurs de la filière à diminuer les prix ; de plus, les innovations sur ce marché sont désormais davantage orientées sur l'émergence d'offres à faible prix sans viser nécessairement des capacités techniques supérieures (exemple de l'ordinateur portable).

Les entreprises du commerce de gros d'équipement professionnel sont principalement des petites et moyennes structures : 90 % des entreprises ont moins de 20 salariés. Cependant, les plus grosses, c'est-à-dire celles ayant au moins 20 salariés (10 % des entreprises), réalisent 74 % du chiffre d'affaires de ce secteur.

Le commerce international joue un rôle important dans le commerce de gros d'équipement professionnel. En effet, une partie de la production nationale en biens d'équipement est commercialisée à l'exportation par l'intermédiaire des grossistes : 18,3 % de leurs ventes sont réalisées à l'exportation. Le commerce de gros d'ordinateurs, équipements informatiques périphériques et progiciels est l'activité la plus exportatrice du secteur, avec un taux d'exportation de 30,3 %. Par ailleurs, la satisfaction des besoins en biens d'équipement pour les entreprises françaises passe en partie par des importations dont les grossistes se font le relais : 30,8 % des achats de ces derniers concernent des produits importés.

Les utilisateurs professionnels restent, en 2007, la clientèle privilégiée des entreprises de ce secteur, pour 67 % du total des ventes. Ensuite viennent d'autres grossistes (17 %), des détaillants (13 %) et quelques particuliers (3 %). ■

### Définitions

**Commerce de gros d'équipement professionnel** : selon la nomenclature d'activités française (Naf), le commerce de gros d'équipement professionnel comprend 10 sous-secteurs : machines-outils (51.8A), équipement pour la construction (51.8C), machines pour l'industrie textile et l'habillement (51.8E), ordinateurs-équipements informatiques périphériques et progiciels (51.8G), machines et équipements de bureau (51.8H), composants et autres équipements électroniques (51.8J), matériel électrique (51.8L), fournitures et équipements industriels divers (51.8M), fournitures et équipements divers pour le commerce et les services (51.8N) et matériel agricole (51.8P).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », Insee, *Document de travail*, juin 2009.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.

# Biens d'équipement professionnel 2.7

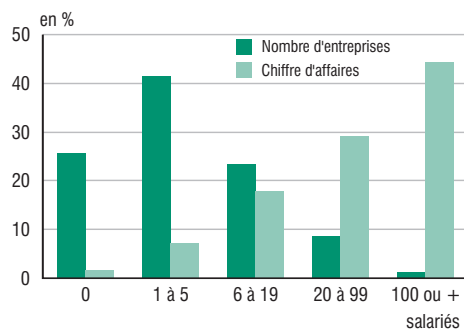
## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Biens d'équipement professionnel</b>	<b>26 907</b>	<b>11</b>	<b>22,0</b>	<b>121 174</b>	<b>91,5</b>	<b>53,3</b>	<b>30,8</b>	<b>18,3</b>
Commerce de gros de :								
ordinateurs, équipements informatiques périphériques et progiciels	4 501	9	12,4	33 070	91,2	42,3	19,9	30,3
autres machines et équipements de bureau	1 700	13	22,4	6 262	82,3	57,5	35,1	6,2
machines-outils	789	7	24,7	2 192	95,3	67,0	55,0	11,4
équipement pour la construction	1 007	15	20,8	7 705	92,3	72,3	45,5	16,8
machines pour l'industrie textile et l'habillement	120	4	32,4	95	94,8	44,2	48,2	15,6
composants et autres équipements électroniques	2 326	9	26,3	10 314	89,4	48,0	52,1	21,7
matériel électrique	1 499	18	26,2	11 243	96,8	52,5	17,9	10,7
fournitures et équipements industriels divers	8 654	11	28,8	30 324	89,9	53,8	39,5	17,4
fourniture et équip. divers pour comm. et services	3 376	7	32,3	6 524	94,0	52,2	27,2	6,5
matériels agricoles	2 935	12	18,9	13 445	95,0	62,3	25,9	8,6

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

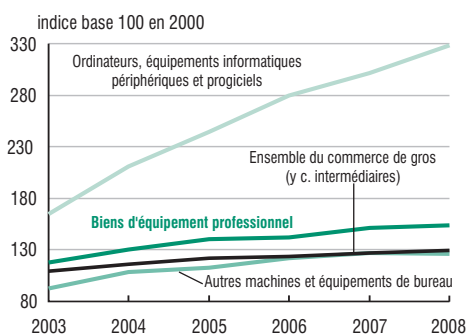
## 2. Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

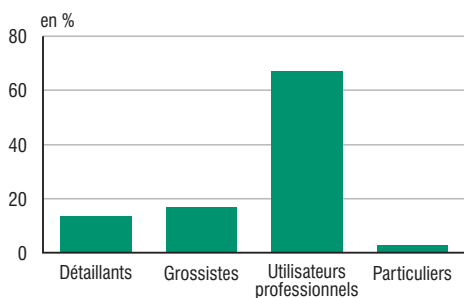
## 3. Évolution du volume des ventes de 2003 à 2008



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 4. Clients du commerce de gros de biens d'équipement professionnel



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 5. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

BERGERAT MONNOYEUR
CNH FRANCE SA
DELL
HEWLETT-PACKARD CENTRE COMPÉTENCE FRANCE
HEWLETT-PACKARD FRANCE
INGRAM MICRO
LEGRAND SNC
REXEL FRANCE
SCC SA
TECH DATA FRANCE

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2.8 Matériel informatique et machines de bureau

Au sein du secteur des biens d'équipement professionnel, le secteur du **commerce de gros de matériel informatique et machines de bureau** regroupe les grossistes en ordinateurs, équipements informatiques, périphériques et progiciels et les grossistes en machines et équipements de bureau.

Fin 2007, on dénombre 6 201 grossistes en matériel informatique et machines de bureau ; ils emploient environ 61 000 personnes. Ces emplois sont concentrés pour 67 % dans les entreprises de 20 salariés ou plus, alors que 9 % des entreprises du secteur ont 20 salariés ou plus.

Le chiffre d'affaires du secteur est de 39,3 milliards d'euros en 2007, soit 6 % du chiffre d'affaires total du commerce de gros. Environ 80 % de ce chiffre d'affaires est réalisé par les entreprises de 20 salariés ou plus. Les ventes d'ordinateurs (y compris périphériques et progiciels) constituent 73,8 % du chiffre d'affaires du secteur et les ventes de machines de bureau (imprimantes, photocopieurs) et de pièces détachées 9,3 %. Les grossistes de ce secteur ont développé des activités annexes : entretien, maintenance, réparation, conseil et formation (4,5 % du chiffre d'affaires), qui accompagnent les ventes de produits à fort contenu technologique.

Enfin, les entreprises du secteur vendent aussi du mobilier de bureau (2,3 % du chiffre d'affaires total) ainsi que des produits et fournitures divers en électricité, électronique, téléphonie, papeterie scolaire et de bureau (10,1 %).

L'activité de ce secteur est sensible à l'évolution de l'investissement en informatique des entreprises et à l'évolution de la demande des ménages. Les produits phares tels que l'ordinateur portable chez les particuliers, les lecteurs multimédias, le wifi et les « box » des fournisseurs d'accès à internet, suscitent de nouveaux achats, malgré des taux d'équipement déjà assez élevés.

En 2007, le taux de marge commerciale représente en moyenne 17 % du montant des ventes. Après avoir fortement diminué ces dernières années, ce taux de marge est à présent parmi un des plus bas pratiqués dans le commerce de gros non alimentaire.

Les exportations représentent 24 % des ventes des commerçants en gros de machines de bureau et matériel informatique. Plus de 83 % des entreprises réalisent des ventes à l'exportation. Inversement, 40 % des entreprises de ce secteur sont importatrices et ces importations représentent près de 21 % du total des achats de marchandises. ■

### Définitions

**Commerce de gros de matériel informatique et machines de bureau** : selon la nomenclature d'activités française (Naf) appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et révisée le 1<sup>er</sup> janvier 2003, ce secteur comprend deux sous-secteurs : le commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de progiciels (51.8G) et le commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau (51.8H).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2008 : ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1244, juin 2009.
- « La situation du commerce en 2008 », Insee, *Document de travail*, juin 2009.
- « Le secteur français des technologies de l'information et de la communication », *Chiffres clés*, Sessi, hors-série, 2005.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats*, à paraître.



# Matériel informatique et machines de bureau 2.8

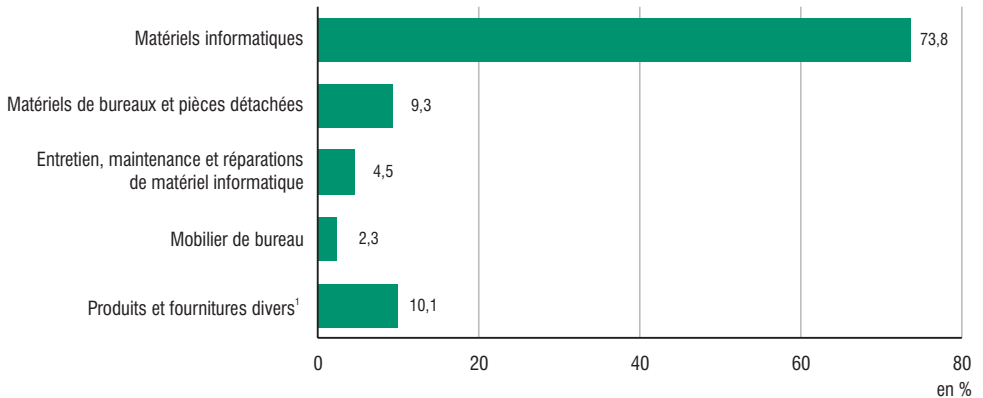
## 1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui exportent (%)	Importations/achats de marchandises (%)	Exportations/ventes de marchandises (%)
Matériel informatique et machines de bureau	6 201	10	39 332	90	83	21	24

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 2. Répartition du chiffre d'affaires par produit



1. Produits et fournitures divers en électricité, électronique, téléphonie, papeterie scolaire et bureau.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.

## 3. Ventes de marchandises et production

	Ventes de marchandises HT (M€)	Production de biens et services HT (M€)
2001	28 425	4 253
2002	25 584	4 034
2003	25 625	4 242
2004	30 199	5 251
2005	32 120	4 455
2006	33 987	4 723
2007sd	35 241	4 878
2008p	34 414	4 743

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, comptes du commerce en secteurs d'entreprises.

## 4. Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ACER COMPUTER FRANCE

CANON FRANCE

DELL

ETC METROLOGIE

HEWLETT-PACKARD CENTRE COMPÉTENCE FRANCE

HEWLETT-PACKARD FRANCE

INGRAM MICRO

SCC SA

TECH DATA FRANCE

XEROX

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2007, transposée en Naf rév.1.